

Le 16 mars 2020

Dr. Haïm Joseph Corvil
Coordonateur de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS)
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural (MARNDR)
Damien, Route Nationale no. 1
Port-au-Prince, Haïti

Dr. Corvil,

Nous avons l'avantage de vous soumettre sous couvert de la présente, deux copies de la version finale du rapport d'audit de l'État des Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements Cumulatifs du **Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phyto-sanitaire (SPS)**, mis en œuvre par le MARNDR dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA géré par l'Unité de Protection Sanitaire (UPS), pour la **période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019**.

Deux copies sur CD-ROM ont été remises à l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) qui assurera la transmission à la BID avec la copie physique des rapports.

Nous espérons que ces documents seront conformes à vos attentes.

Nous vous prions d'agréer, Dr. Corvil, l'expression de nos meilleures salutations.

MÉROVÉ-PIERRE - CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES



Mireille Mérové-Pierre, CPA, FCPAH
Associé Directeur

cc. Madame Marise Salnave - BID

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE
(SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

États Financiers

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

(Avec Rapport des Auditeurs Indépendants)

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE
(SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

États Financiers

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

Table des matières

	<u>Pages</u>
LETTRE DE TRANSMISSION	
Généralités	1-4
Objectif et étendue de l'audit	4-6
Résultats de l'audit	6-7
Commentaires du Ministère (MARNDR)	7
ÉTATS FINANCIERS	
Rapport des auditeurs indépendants	8-9
État des flux de trésorerie – BID et GOH	10
État des investissements cumulatifs BID et GOH	11
Notes aux états financiers	12-26
État comparatif du Projet avec le LMS - Annexe I	27-28
Rapport sur le statut du fonds de roulement – BID - Annexe II	29
RAPPORT SUR LA STRUCTURE DE CONTRÔLE INTERNE	
Rapport sur la structure de contrôle interne	30-31
Faiblesses identifiées	32-39
RAPPORT SUR L'EXAMEN INTÉGRÉ DES PROCESSUS DE PASSATION DE MARCHÉS ET DES REQUÊTES DE DÉCAISSEMENTS PRÉSENTÉES À LA BANQUE	
Rapport sur l'examen intégré des processus de passation de marchés	40-41
Faiblesses identifiées	42
SUIVI DES RECOMMANDATIONS AU RAPPORT DE VÉRIFICATION ANTÉRIEUR	43-44
COMMENTAIRES DE L'UPS	ANNEXE
LETTRE DE DÉCLARATION DE L'UPS	ANNEXE

Le 13 mars 2020

Dr. Haïm Joseph Corvil
Coordonnateur de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS)
Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural (MARNDR)
Damien, Route Nationale no. 1
Pétion-Ville, Haïti

Dr. Corvil,

Nous avons effectué l'audit de l'État des Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements Cumulatifs du **Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytoprotectrice (SPS)**, mis en œuvre par le MARNDR dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA géré par l'Unité de Protection Sanitaire (UPS), pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019. La Direction de l'Unité de Protection Sanitaire est responsable de ces états financiers. Nous avons émis notre rapport y relatif en date du 13 mars 2020.

GÉNÉRALITÉS

L'Unité de Protection Sanitaire (UPS), dépendant de la Secrétairerie d'État à la Production Animale, a été constituée en 2011. L'objectif de cette Unité est de mettre en place les législations vétérinaires et phytoprotectrices et de coordonner les quatre Directions Techniques du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR).

Le 21 août 2014, un Accord de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA a été signé entre la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en vue de la réalisation du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytoprotectrice (SPS). L'objectif de ce Programme est de réduire les pertes agricoles et de bétail, et de contribuer à l'augmentation des exportations de produits agricoles haïtiens. La date du dernier décaissement, tel qu'amendé, est prévue pour le 31 octobre 2021.

Le coût du programme de \$US 16,000,000 dont \$US 14,000,000 est financé par les fonds d'Opérations de la BID et un montant estimé à la contrevaletur de \$US 2,000,000 financé par le Gouvernement Haïtien (GOH).

Le budget présenté ci-après à l'État des Investissements ci-joint tient compte des réallocations effectuées selon l'amendement de mars 2019.



Les objectifs spécifiques du Programme sont de renforcer la capacité du Gouvernement Haïtien à fournir des services de protection zoo-phytosanitaires intégrés, décentralisés et durables, et d'améliorer les conditions de protection végétale et de santé animale dans le pays. Ce Programme comprend les quatre composantes suivantes:

Composante 1. Gestion Institutionnelle - \$US 6,912,551 (BID: \$US 5,986,951 et GOH: \$US 925,600)

Cette composante financera:

- (i) Les infrastructures et les équipements pour créer cinq centres technico-administratifs déconcentrés de protection zoo-phytosanitaire dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite, du Centre, du Sud et du Nord-Ouest, pour fournir des services de proximité à environ 640,000 agriculteurs; un programme de lutte contre la peste porcine classique et la maladie de Teschen; un programme de lutte contre la maladie du charbon; un programme de renforcement de gestion de traçabilité des bovins; un programme de surveillance et de lutte contre la mouche des fruits; et des services de quarantaine;
- (ii) La conception et la mise en œuvre de procédures administratives et opérationnelles modernes applicables aux services centraux et départementaux de protection zoo-phytosanitaire;
- (iii) La conception et la mise en œuvre de mécanismes de recouvrement des coûts dans cinq fonctions clés des services de protection zoo-phytosanitaire: un programme de lutte contre la peste porcine classique et la maladie de Teschen, un programme de lutte contre la maladie du charbon et de traçabilité des bovins, un programme de surveillance et de lutte contre la mouche des fruits, des services de quarantaine, un laboratoire vétérinaire et de contrôle de qualité des aliments de Tamarinier (LVCQAT);
- (iv) La conception et la mise en œuvre d'un système d'informations intégré.

Composante 2. Protection Végétale - \$US 2,286,337 (BID: \$US 2,081,337 et GOH: \$US 205,000)

Cette composante financera:

- (i) La préparation initiale et l'actualisation annuelle de la liste des insectes nuisibles et des maladies des plantes présentes en Haïti;
- (ii) La formation d'environ 5,500 agriculteurs, membres du réseau volontaire de surveillance végétale. Environ 10 agriculteurs seront choisis dans chacune des 550 sections communales d'Haïti, parmi les représentants des associations paysannes existantes, et ceux qui auront manifesté leur intérêt à faire partie du réseau;
- (iii) Les équipements de diagnostic de phytopathologie et de virologie, les plans de biosécurité et de qualité et les protocoles de laboratoire, ainsi que la formation du personnel pour le laboratoire de protection végétale;
- (iv) La formation et l'assistance technique nécessaires pour la création d'une Unité d'Analyse des Risques en matière de protection végétale;



- (v) La préparation et la diffusion auprès des agriculteurs de bulletins mensuels de surveillance de la protection végétale;
- (vi) La mise en œuvre d'un programme pilote de lutte contre la mouche des fruits dont bénéficieront environ 15,000 producteurs de mangues dans les communes adjacentes de Gros Morne et Terre Neuve, dans le département de l'Artibonite; et
- (vii) La mise en œuvre d'un programme pilote de lutte contre «la fourmi folle» dont bénéficieront environ 12,000 agriculteurs dans les deux communes adjacentes d'Abricot et Moron, dans le département de la Grand-Anse.

Composante 3. Santé Animale - \$US 3,440,179 (BID: \$US 2,813,889 et GOH: \$US 626,290)

Cette composante financera:

- (i) La formation d'environ 5,500 éleveurs, membres du réseau volontaire de surveillance animale. Environ 10 éleveurs seront choisis dans chacune des 550 sections communales d'Haïti, parmi les représentants des associations d'éleveurs existantes, et ceux qui auront manifesté leur intérêt à faire partie du réseau;
- (ii) La formation et l'assistance technique nécessaires pour la création d'une Unité d'analyse des Risques en matière de santé animale;
- (iii) La formation d'environ 1,250 para professionnels vétérinaires privés, sélectionnés parmi les personnes intéressées, résidents des sections communales où le manque de services vétérinaires est le plus critique;
- (iv) La conception et la mise en œuvre d'un système d'enregistrement, d'accréditation et de régulation des professionnels vétérinaires privés;
- (v) La collecte d'échantillons de sang et de tissus d'animaux à des fins d'analyses;
- (vi) Des enquêtes épidémiologiques sur la peste porcine classique et la maladie de Teschen;
- (vii) La préparation et la diffusion auprès des éleveurs de bulletins mensuels de surveillance en matière de santé animale;
- (viii) La mise en place d'un service d'entretien pour le système national de chaîne de froid fonctionnant avec l'énergie solaire; et
- (ix) Une campagne nationale de vaccination contre la peste porcine classique et la maladie de Teschen combinée avec une campagne d'identification des porcs, bénéficiant à environ 611,000 éleveurs.



Composante 4. Laboratoire Vétérinaire et de Contrôle de Qualité des Aliments de Tamarinier (LVCQAT) \$US 989,100 (BID: \$US 869,100 et GOH: \$US 120,000)

Cette composante financera les investissements nécessaires pour permettre l'accréditation du LVCQAT par un organisme indépendant autorisé, et inclura le financement pour:

- (i) L'amélioration des infrastructures;
- (ii) Des équipements;
- (iii) L'élaboration des procédures et des protocoles sur la biosécurité et l'assurance qualité; et
- (iv) La formation du personnel, y compris la formation sur l'utilisation et la maintenance des équipements, qui seront sous la responsabilité du personnel du LVCQAT.

Suivi/Monitoring-Évaluation, Audit, Administration, Imprévus. \$US 2,371,833 (BID: \$US 2,248,723 et GOH: \$US 123,110)

OBJECTIF ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

L'objectif du mandat est de réaliser l'audit financier du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytosanitaire (SPS), financé par la BID et le Gouvernement Haïtien dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA, et géré par l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit et selon les normes de la Banque Interaméricaine de Développement, et a comporté, par conséquent, des sondages sur les registres comptables et d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Les objectifs spécifiques étaient les suivants:

- 1) Exprimer une opinion sur l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytosanitaire (SPS) mis en œuvre par le MARNDR, géré par l'Unité de Protection Sanitaire (UPS), dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019, et déterminer si ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées sur ces fonds pour cette période en conformité avec la méthode de comptabilité de caisse modifiée et les termes de l'Accord de Financement non Remboursable.
- 2) Analyser et comprendre suffisamment la structure de contrôle interne du MARNDR, évaluer les risques de non-contrôle, identifier les conditions à reporter, incluant les faiblesses importantes de contrôle interne.



- 3) Déterminer la fiabilité de l'information financière complémentaire présentée dans tous ses aspects significatifs.
- 4) Effectuer des sondages afin de déterminer si le MARNDR a respecté, à tous égards importants, les clauses de nature financière et comptable de l'Accord de Financement no. 3260/GR-HA signé entre la BID et la République d'Haïti, les lois haïtiennes et les réglementations d'opérations. Les cas importants de non-conformité et les indications d'actes illégaux lorsqu'identifiés seront reportés.
- 5) Déterminer si le MARNDR a entrepris des actions correctives appropriées sur les recommandations présentées au rapport de vérification antérieur.

Financement

- Confirmer avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et le Gouvernement Haïtien les fonds versés au MARNDR à travers l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) ou payés directement aux consultants et fournisseurs dans le cadre de l'accord de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA.
- Confirmer avec la Banque Centrale, les soldes de comptes de banque du projet au 30 septembre 2019.

Dépenses de Projet

- Revoir, sur base de sondages, les dépenses de Projet pour nous assurer que celles-ci sont conformes aux termes de l'accord signés par la BID et le Gouvernement Haïtien.
- Confirmer avec les consultants les montants avancés et les soldes à payer au 30 septembre 2019.
- Revoir la documentation des acquisitions de matériels, équipements et services afin de s'assurer que les procédures et règlements de la BID et de passation de marchés de l'État Haïtien ont été correctement appliqués.
- Examiner les requêtes de paiement présentées à la BID et les documents supportant ces demandes de requête.
- Revoir les rapports d'avancement des travaux des firmes de supervision afin de nous assurer du respect des délais de finition des travaux.
- Consulter les rapports des firmes de supervision.
- Revoir le suivi effectué par la Coordination en ce qui a trait au renouvellement des cautions de garantie.



Honoraires des consultants

- Revoir les procédures de sélection des consultants et leur conformité aux normes prescrites par la BID.
- Revoir, sur base de sondages, les contrats avec les consultants, afin de nous assurer de la conformité des montants payés avec les termes des contrats surtout en matière de soumission de rapports et du respect des termes des accords.

Salaires

- Analyser les salaires individuels des employés sur une base mensuelle afin d'expliquer les fluctuations en se référant aux pièces justificatives appropriées.
- Déterminer si les prélèvements sur salaires sont conformes aux lois et règlements locaux.

RÉSULTATS DE L'AUDIT

États financiers

À notre avis, l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytosanitaire (SPS) géré par l'UPS dans le cadre du contrat de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA, présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées pour le Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytosanitaire (SPS) financé à partir des ressources de facilités non remboursables de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et du Gouvernement Haïtien pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019, conformément à la méthode de comptabilité décrite à la (**note 2 a**) et aux termes du contrat entre la BID et le Gouvernement Haïtien.

Structure de contrôle interne

Nous avons analysé et évalué la structure du contrôle interne, ainsi que les risques de contrôle de l'UPS afin de déterminer l'étendue des procédures d'audit à appliquer pour nous permettre d'émettre une opinion sur les états financiers du Programme, et non dans le but de fournir une assurance sur la structure de contrôle interne de l'UPS. L'Unité de Protection Sanitaire (UPS) a la responsabilité d'établir et de maintenir une structure de contrôle interne adéquate.



Les résultats de nos tests ont révélé la nécessité de renforcer les points suivants:

- Contrôle du stock de vaccins et documentation des dépenses liées à la campagne de vaccination
- État d'avancement du projet
- Dépenses récusées
- Contrôles comptables et financiers
- Suivi des avances de démarrage et retenues de garantie
- Dépassement budgétaire
- Conciliation des livres avec le LMS de la BID
- Documentation des dépenses
- Paiement des salaires et des taxes

Rapport sur l'Examen Intégré des Processus de Passation de Marchés

Les résultats de nos tests indiquent que pour les transactions sélectionnées, à l'exception des points mentionnés ci-dessous, l'UPS a respecté, à tous égards importants, les processus de passation de marchés et de présentation des requêtes de décaissements, et de justification des avances de fonds.

- Contribution du GOH
- Inscription des contrats au registre de passation de marchés

Suivi des recommandations relatives au rapport de vérification antérieure

Les points relevés au rapport de vérification antérieur et non encore résolus sont reportés au rapport de suivi.

COMMENTAIRES DE L'UPS

Le présent rapport a été discuté avec les représentants de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) qui ont exprimé leur accord général avec l'ensemble du rapport. Leurs commentaires sont présentés en annexe.

Muror. Bessine - Cabinet d'Experts-Comptables

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

Unité de Protection Sanitaire:

Nous avons effectué l'audit de l'État des Flux de Trésorerie ainsi que l'État des Investissements Cumulatifs du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytosanitaire (SPS), géré par l'Unité de Protection Sanitaire (UPS), dans le cadre du contrat de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA, financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et le Gouvernement Haïtien pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019.

Responsabilité de la Direction vis-à-vis des états financiers

La Direction de l'UPS est responsable de ces états financiers. Cette responsabilité inclut: la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne pertinent à la préparation et à la présentation fiable d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes, imputables à des fraudes ou erreurs; le choix et l'application de principes comptables appropriés; et la détermination d'estimations comptables vraisemblables dans les circonstances.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.



Notre audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit et aux Directives pour la Préparation des Rapports Financiers et des Audits Externes des Opérations Financées par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue d'obtenir des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information présentés dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes imputables à des fraudes ou erreurs. En procédant à l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération la structure de contrôle interne pertinente à la présentation fiable d'états financiers afin d'utiliser des procédés d'audit appropriés dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'UPS.

Un audit comprend également l'appréciation du caractère approprié des principes comptables utilisés et la vraisemblance des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les éléments probants obtenus sont suffisants et appropriés pour supporter notre opinion.

Tel que décrit à la **note 2 (a)**, l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs du Programme ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse modifiée, laquelle constitue une base de comptabilité différente des Normes Internationales d'Information Financière.

Opinion

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les encaissements et décaissements effectués ainsi que les investissements du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytophytaire (SPS), pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019 en conformité avec la méthode de comptabilité décrite à la **note 2 (a)** et aux termes du Contrat de Financement non Remboursable no.3260/GR-HA conclu entre la BID et le Gouvernement Haïtien.

Notre audit a été effectué dans le but d'émettre une opinion sur les états financiers ci-mentionnés. Les informations financières complémentaires incluses aux **Annexes I et II** ont pour but de fournir une analyse additionnelle et ne sont pas une exigence fondamentale des états financiers de base. Ces informations ont été sujettes aux procédés d'audit appliqués aux états financiers de base et, à notre avis, sont présentées fidèlement, à tous égards importants, en relation aux états financiers de base pris dans leur ensemble.

Ce rapport est destiné à l'usage de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS), du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cette restriction ne vise pas à limiter la distribution de ce rapport dont l'approbation en fait un document public.

Hervé Pierre - Cabinet d'Experts - Comptables

Port-au-Prince, le 13 mars 2020

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

États des Flux de Trésorerie

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

		30 septembre 2019			30 septembre 2018		
	Notes	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL
<u>Encaissements</u>							
Encaissements cumulés au début de la période		\$US 4,197,685	391,411	4,589,096	2,173,235	90,098	2,263,333
Au cours de la période:							
Avances de fonds	3	2,641,731	-	2,641,731	1,952,940	301,313	2,254,253
Paievements directs	3	102,260	-	102,260	71,510	-	71,510
		2,743,991	-	2,743,991	2,024,450	301,313	2,325,763
Total encaissements cumulés à la fin de la période		\$US 6,941,676	391,411	7,333,087	4,197,685	391,411	4,589,096
<u>Décaissements</u>							
Décaissements cumulés au début de la période		\$US 3,729,659	378,346	4,108,005	2,147,546	77,033	2,224,579
Au cours de la période:							
Justification des avances de fonds	3	963,624	-	963,624	613,419	-	613,419
Paievements directs	3	102,260	-	102,260	71,510	-	71,510
Dépenses en attente de justification	3	1,190,789	-	1,190,789	833,850	-	833,850
Dépenses récusées – Annexe I	3	28,746	-	28,746	59,063	-	59,063
Investissements – GOH		-	-	-	-	301,313	301,313
Montant débité par la BRH non reconnu par le projet		-	-	-	964	-	964
Montant à justifier		(685)	-	(685)	3,307	-	3,307
Dépenses dupliquées dans la requête #47 non reconnues par le projet (Annexe I)	4	(4,945)	-	(4,945)	-	-	-
		2,279,789	-	2,279,789	1,582,113	301,313	1,883,426
Total des décaissements cumulés au 30 septembre 2018	11	\$US 6,009,448	378,346	6,387,794	3,729,659	378,346	4,108,005
Excédent des encaissements sur les décaissements		932,228	13,065	945,293	468,026	13,065	481,091
Ajustement de conversion	2	(33,798)	(3,011)	(36,809)	(3,556)	341	(3,215)
Montants disponibles à la fin de la période	5	\$US 898,430	10,054	908,484	464,470	13,406	477,876

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS DE
PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

État des Investissements Cumulatifs

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

	Notes	BUDGET AMENDÉ			PÉRIODE PRÉCEDENTE			TRANSACTIONS DE LA PÉRIODE			MONTANT CUMULATIF			SOLDE BUDGÉTAIRE		
		BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL
ACTIVITÉ I																
Gestion Institutionnelle	6	\$ 5,986,951	925,600	6,912,551	1,255,542	64,754	1,320,296	490,747	-	490,747	1,746,289	64,754	1,811,043	4,240,662	860,846	5,101,508
Protection Végétale	7	2,081,337	205,000	2,286,337	355,736	12,488	368,224	829,282	-	829,282	1,185,018	12,488	1,197,506	896,319	192,512	1,088,831
Santé Animale	8	2,813,889	626,290	3,440,179	1,270,846	282,786	1,553,632	612,648	-	612,648	1,883,494	282,786	2,166,280	930,395	343,504	1,273,899
Laboratoire Vétérinaire et de Contrôle de Qualité des aliments de Tamarinier (LVCQAT)	9	869,100	120,000	989,100	114,399	-	114,399	20,562	-	20,562	134,961	-	134,961	734,139	120,000	854,139
Sous-total		11,751,277	1,876,890	13,628,167	2,996,523	360,028	3,356,551	1,953,239	-	1,953,239	4,949,762	360,028	5,309,790	6,801,515	1,516,862	8,318,377
ACTIVITÉ II																
Suivi, Monitoring, Évaluation et Audit		165,239	-	165,239	64,591	-	64,591	23,715	-	23,715	88,306	-	88,306	76,933	-	76,933
Administration et Supervision	10	958,469	75,000	1,033,469	662,648	-	662,648	308,465	-	308,465	971,113	-	971,113	(12,644)	75,000	62,356
Imprévus		1,125,015	48,110	1,173,125	4,682	-	4,682	-	-	-	4,682	-	4,682	1,120,333	48,110	1,168,443
		2,248,723	123,110	2,371,833	731,921	-	731,921	332,180	-	332,180	1,064,101	-	1,064,101	1,184,622	123,110	1,307,732
Total		\$ 14,000,000	2,000,000	16,000,000	3,728,444	360,028	4,088,472	2,285,419	-	2,285,419	6,013,863	360,028	6,373,891	7,986,137	1,639,972	9,626,109

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(1) DESCRIPTION DU PROJET ET SON FINANCEMENT

L'Unité de Protection Sanitaire (UPS), dépendant de la Secrétairerie d'État à la Production Animale, a été constituée en 2011. L'objectif de cette Unité est de mettre en place les législations vétérinaires et phytosanitaires et de coordonner les quatre Directions Techniques du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR).

Le 21 août 2014, un Accord de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA a été signé entre la République d'Haïti et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en vue de la réalisation du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytosanitaire (SPS). L'objectif de ce programme est de réduire les pertes agricoles et de bétail, et de contribuer à l'augmentation des exportations de produits agricoles haïtiens.

Le coût du programme est de \$US 16,000,000 dont \$US 14,000,000 est financé par les fonds d'Opérations de la BID et \$US 2,000,000 par le Gouvernement Haïtien (GOH).

Le budget a été amendé en mars 2019 pour tenir compte de nouvelles allocations.

(2) SOMMAIRE DES PRINCIPES COMPTABLES IMPORTANTS

- a) Les états financiers ont été préparés sur la base de la comptabilité de caisse modifiée. Par conséquent, les financements sont reconnus lorsqu'ils sont reçus plutôt que lorsqu'ils sont approuvés, et les dépenses sont reconnues lorsqu'elles sont payées plutôt que lorsqu'elles sont encourues. Les comptes à recevoir et/ou avances de fonds et les comptes à payer représentent des avances de fonds effectuées ou à rembourser aux parties identifiées, et certaines obligations provisionnées en fin de période.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(2) SOMMAIRE DES PRINCIPES COMPTABLES IMPORTANTS (SUITE)

De l'avis de la direction, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

- b) Les états financiers ci-joints reflètent les fonds reçus de la BID et du Gouvernement de la République d'Haïti. Les déboursés sont relatifs aux décaissements des fonds fournis à l'institution dans le but d'atteindre les objectifs discutés ci-dessus.
- c) Les états financiers sont présentés en dollars US. Les transactions en monnaie locale ont été converties aux taux de change en vigueur à la date des transactions correspondant aux taux moyens de G 84.4563 et G 66.0119 gourdes pour un dollar US respectivement en 2019 et 2018. Les éléments des soldes de fonds aux 30 septembre 2019 et 2018 ont été convertis aux taux de référence de la Banque Centrale effectifs à ces dates, soit respectivement 93.3162 et 69.9774 gourdes pour un dollar US. L'ajustement de conversion résultant de ces transactions est présenté séparément à l'État des Flux de Trésorerie. Cet ajustement de conversion résulte principalement de la conversion des soldes en fin de mois des comptes de banque libellés en monnaie locale.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(2) SOMMAIRE DES PRINCIPES COMPTABLES IMPORTANTS (SUITE)

Justification de l'ajustement de conversion

La justification de l'ajustement de conversion au 30 septembre 2019 est comme suit:

30 septembre 2019

	BID			GOH		
	Montant		Équivalent	Montant		Équivalent
	<u>Gourdes</u>	<u>Taux</u>	<u>USD</u>	<u>Gourdes</u>	<u>Taux</u>	<u>USD</u>
Montant disponible au début	9,046,511	69.9772	129,278	938,159	62.9774	13,406
Virement de la période	<u>187,796,430</u>	85.3620	<u>2,200,000</u>	<u>-</u>		<u>-</u>
Montant disponible	<u>196,842,941</u>		<u>2,329,278</u>	<u>938,159</u>		<u>13,406</u>
Dépenses effectuées selon les taux journaliers utilisés	<u>168,670,362</u>	84.4563	<u>1,997,131</u>	<u>-</u>		<u>-</u>
Solde du compte à la fin selon les taux journaliers	<u>28,172,579</u>		<u>332,147</u>	<u>938,159</u>		<u>13,406</u>
Solde du compte selon le taux de fin de période	<u>28,172,579</u>	93.3162	<u>301,904</u>	<u>938,159</u>	93.3162	<u>10,054</u>
Ajustement de conversion de la période	-		(30,243)	-		(3,352)
Ajustement de conversion au début	<u>-</u>		<u>(3,556)</u>	<u>-</u>		<u>341</u>
Ajustement de conversion cumulé au 30 septembre 2019	<u>-</u>		<u>(33,798)</u>	<u>-</u>		<u>(3,011)</u>

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(2) SOMMAIRE DES PRINCIPES COMPTABLES IMPORTANTS (SUITE)

Justification de l'ajustement de conversion

La justification de l'ajustement de conversion au 30 septembre 2018 est comme suit:

30 septembre 2018

	BID			GOH		
	Montant Gourdes	Taux	Équivalent USD	Montant Gourdes	Taux	Équivalent USD
Montants disponible au début	415,864	65.6900	6,634	938,159	65.6900	14,965
Virement de la période	<u>142,596,389</u>	66.2439	<u>2,152,597</u>	<u>-</u>		<u>-</u>
Montant disponible	<u>143,012,253</u>		<u>2,159,231</u>	<u>938,159</u>		<u>14,965</u>
Dépenses effectuées selon les taux journaliers utilisés	<u>133,965,742</u>	66.0119	<u>2,029,419</u>	<u>-</u>		<u>-</u>
Solde du compte à la fin selon les taux journaliers	<u>9,046,511</u>		<u>129,812</u>	<u>938,159</u>		<u>14,965</u>
Solde du compte selon le taux de fin de période	<u>9,046,511</u>	69.9774	<u>129,278</u>	<u>938,159</u>	69.9774	<u>13,406</u>
Ajustement de conversion de la période	-		(534)	-		(1,559)
Ajustement de conversion au début	<u>-</u>		<u>(3,022)</u>	<u>-</u>		<u>1,900</u>
Ajustement de conversion cumulé au 30 septembre 2018	<u>-</u>		<u>(3,556)</u>	<u>-</u>		<u>341</u>

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(3) REQUÊTES DE DÉCAISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS

Les avances et justifications sont présentées comme suit:

30 septembre 2019

FONDS - BID

<u>Encaissements</u>	<u>Date</u>	<u>Montant sollicités</u>	<u>Avance de fonds</u>
Avance de fonds #39	14 déc. 18	\$ <u>2,641,731</u>	<u>2,641,731</u>

<u>Paiements directs</u>	<u>Date</u>	<u>Montant sollicités</u>	<u>Montants récusés</u>	<u>Montants justifiés</u>	<u>% justifié</u>
Requête # 34	12 oct. 18	<u>102,260</u>	<u>-</u>	<u>102,260</u>	100%

Décaissements

Requêtes justifiant avances de fonds

Requête # 37	12 déc. 18	81,669	-	81,669	100%
Requête # 38	13 déc. 18	180,753	-	180,753	100%
Requête # 38A	8 avril 19	62,872	6,215	56,657	90%
Requête # 41	8 avril 19	57,775	5,417	52,358	91%
Requête # 42	23 mai 19	225,060	5,191	219,869	98%
Requête # 43	24 mai 19	125,600	11,923	113,677	91%
Requête # 44	15 juillet 19	<u>258,641</u>	<u>-</u>	<u>258,641</u>	100%
		<u>992,370</u>	<u>28,746</u>	<u>963,624</u>	

Requêtes en attente de justification

Requête # 45	15 juillet 19	221,200	-	-	0%
Requête # 46	31 juillet 19	486,384	-	-	0%
Requête # 47	31 juillet 19	54,208	-	-	0%
Requête # 50	19 nov. 19	73,140	-	-	0%
Requête # 51	19 nov. 19	109,977	-	-	0%
Requête # 52	7 janv. 2020	<u>245,880</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	0%
		\$ <u>1,190,789</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(3) REQUÊTES DE DÉCAISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS (SUITE)

30 septembre 2018

FONDS - BID

<u>Encaissements</u>	<u>Date</u>	<u>Montant sollicités</u>	<u>Avance de fonds</u>
Avance de fonds #22	24 nov. 17	\$ 871,000	650,000
Avance de fonds #30	13 juin 18	<u>1,302,940</u>	<u>1,302,940</u>
		\$ <u>2,173,940</u>	<u>1,952,940</u>

<u>Paiements directs</u>	<u>Date</u>	<u>Montant sollicités</u>	<u>Montants récusés</u>	<u>Montants justifiés</u>	<u>% justifié</u>
Requête # 23	15 déc. 18	<u>71,510</u>	<u>-</u>	<u>71,510</u>	100%

Décaissements

Requêtes justifiant avances de fonds

Requête # 23	20 avril 18	\$ 19,791	3,460	16,331	83%
Requête # 24	20 avril 18	2,567	-	2,567	100%
Requête # 25	20 avril 18	79,403	12,092	67,311	85%
Requête # 26	11 mai 18	270,998	21,997	249,001	92%
Requête # 27	11 mai 18	83,097	15,074	68,023	82%
Requête # 28	23 mai 18	63,243	5,050	58,193	92%
Requête # 29	29 mai 18	115,140	1,390	113,750	99%
Requête # 31	13 juin 18	<u>38,243</u>	<u>-</u>	<u>38,243</u>	100%
		\$ <u>672,482</u>	<u>59,063</u>	<u>613,419</u>	

Requêtes en attente de justification

Requête # 32	15 oct. 18	236,362	-	-	0%
Requête # 33	15 oct. 18	165,311	-	-	0%
Requête # 35	4 déc. 18	218,145	-	-	0%
Requête # 36	4 déc. 18	<u>214,032</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	0%
		\$ <u>833,850</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(3) REQUÊTES DE DÉCAISSEMENTS ET REMBOURSEMENTS (SUITE)

FONDS – GOH – 30 septembre 2018

Au cours de l'exercice 2018 le financement du Trésor Public au Programme a été reçu comme suit:

	<u>Dépenses en gourdes</u>	<u>Équivalent en dollars US</u>
Dépenses effectuées à partir d'une allocation budgétaire de G 5,529,156	2,236,898	35,313
Paielements directs pour achat de vaccins	<u>17,157,000</u>	<u>266,000</u>
Total	<u>19,393,898</u>	<u>301,313</u>

(4) Note 4 – Dépenses dupliquées dans la requête #47 non reconnues par le projet

La requête #47 de \$US 54,208 soumise à la BID pour le mois de juin 2019 incluait des dépenses dupliquées de \$US 4,945. Cette requête a été revue par la BID au cours du mois de janvier 2020 et l'intégralité des dépenses a été acceptée subséquentement par la BID et enregistrée au LMS en février 2020. Toutefois, ces dépenses dupliquées n'ont pas été inscrites dans les livres du projet au 30 septembre 2019 et sont considérées dans l'explication de la différence entre le LMS et le programme à l'Annexe I.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(5) BANQUE ET ENCAISSE

Les comptes de banque sont domiciliés à la BRH et ne sont pas porteurs d'intérêts. Ils se présentent comme suit:

Septembre 2019

	<u>Dollars US</u>	<u>Monnaie locale exprimée en</u>			
		<u>Gourdes</u>	<u>Dollars US</u>		<u>Total</u>
Banque – BID	596,526	28,172,579	301,904	\$	898,430
Banque - GOH	-	938,159	10,054		10,054
	<u>596,526</u>	<u>29,110,738</u>	<u>311,958</u>	\$	<u>908,484</u>

Le compte de banque no. 121-257-453, domicilié à la BRH et qui recevait les contributions du GOH a été fermé en cours d'exercice. En 2017, il n'y a pas eu de décaissements sur les fonds du GOH et en 2018, les dépenses du GOH ont été payés directement par le Ministère des Finances à travers le compte unique du Trésor Public. Le solde de banque présenté ici représente le montant non décaissé sur les encaissements de 2016.

Septembre 2018

	<u>Dollars US</u>	<u>Monnaie locale exprimée en</u>			
		<u>Gourdes</u>	<u>Dollars US</u>		<u>Total</u>
Banque – BID	335,192	9,046,511	129,278	\$	464,470
Banque - GOH	-	938,159	13,406		13,406
	<u>335,192</u>	<u>9,984,670</u>	<u>142,684</u>	\$	<u>477,876</u>

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(6) GESTION INSTITUTIONNELLE

Les dépenses relatives à la composante Gestion Institutionnelle sont comme suit:

	<u>Période précédente</u>			<u>Transactions de la période</u>			<u>Cumulatif</u>		
	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL
Matériel roulant	\$ 772,431	7,488	779,919	27,322	-	27,322	799,753	7,488	807,241
Entretien et réparations	130,994	18,866	149,860	86,165	-	86,165	217,159	18,866	236,025
Centre Polyvalents Départementaux	10,981	-	10,981	202,509	-	202,509	213,490	-	213,490
Carburant	72,224	28,355	100,579	34,627	-	34,627	106,851	28,355	135,206
Matériel informatique	65,251	-	65,251	15,820	-	15,820	81,071	-	81,071
Frais de communication	44,510	2,967	47,477	24,103	-	24,103	68,613	2,967	71,580
Honoraires du consultant et perdiem pour la mise en place d'un mécanisme de recouvrement des coûts liés à la vaccination et aux tests de laboratoire	33,736	-	33,736	18,948	-	18,948	52,684	-	52,684
Fourniture de bureau et autres bien consommables	22,824	3,019	25,843	10,384	-	10,384	33,208	3,019	36,227
Salaires du personnel affecté aux Directions de la Protection Végétale (DPV), de la Santé Animale (DSA) et du Laboratoire	-	-	-	31,917	-	31,917	31,917	-	31,917
Rédaction de documents	28,599	-	28,599	-	-	-	28,599	-	28,599
Formation Utilisateurs & Distributeurs des pesticides	23,147	-	23,147	-	-	-	23,147	-	23,147
Honoraires - consultant informatique	21,824	-	21,824	-	-	-	21,824	-	21,824
Matériel de bureau	3,880	3,318	7,198	13,626	-	13,626	17,506	3,318	20,824
Développement, implémentation et maintenance du Système National d'Information Sanitaire Animale et Végétale (SNISAV)	-	-	-	18,259	-	18,259	18,259	-	18,259
Achat de drums en plastique pour stockage de déchets	14,591	-	14,591	-	-	-	14,591	-	14,591
Matériel électrique	5,890	741	6,631	342	-	342	6,232	741	6,973
Stages et enquêtes indépendants	-	-	-	6,725	-	6,725	6,725	-	6,725
Aménagement de containers	4,560	-	4,560	-	-	-	4,560	-	4,560
Autres dépenses	100	-	100	-	-	-	100	-	100
Total	\$ 1,255,542	64,754	1,320,296	490,747	-	490,747	1,746,289	64,754	1,811,043

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(7) PROTECTION VÉGÉTALE

Les dépenses relatives à la composante Protection Végétale sont comme suit:

	<u>Période précédente</u>			<u>Transactions de la période</u>			<u>Cumulatif</u>		
	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL
Achat de pièges et mise en œuvre des contrôles contre la fourmi folle 2019	\$ 31,707	-	31,707	292,814	-	292,814	324,521	-	324,521
Formation régulière réseau GSP	180,079	-	180,079	13,537	-	13,537	193,616	-	193,616
Agents phytosanitaires (épidémiosurveillance)	11,397	-	11,397	144,120	-	144,120	155,517	-	155,517
Laboratoires de phytosanitaires et virologie	8,815	12,488	21,303	129,973	-	129,973	138,788	12,488	151,276
Réhabilitation de la Direction de la Protection Végétale (DPV)	-	-	-	113,172	-	113,172	113,172	-	113,172
Opération de dératisation dans la Vallée de l'Artibonite	-	-	-	109,764	-	109,764	109,764	-	109,764
Piège et contrôle - mouches des fruits	78,308	-	78,308	-	-	-	78,308	-	78,308
Formation du personnel du laboratoire	-	-	-	21,196	-	21,196	21,196	-	21,196
Formation agents phytosanitaires (épidémiosurveillance)	14,507	-	14,507	4,637	-	4,637	19,144	-	19,144
Consultant - mouches des fruits	12,592	-	12,592	-	-	-	12,592	-	12,592
Formation des formateurs	12,569	-	12,569	-	-	-	12,569	-	12,569
Salaires - entomologiste	3,868	-	3,868	-	-	-	3,868	-	3,868
Stagiaire DPV	<u>1,894</u>	<u>-</u>	<u>1,894</u>	<u>69</u>	<u>-</u>	<u>69</u>	<u>1,963</u>	<u>-</u>	<u>1,963</u>
Total	\$ 355,736	12,488	368,224	829,282	-	829,282	1,185,018	12,488	1,197,506

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(8) SANTÉ ANIMALE

Les dépenses relatives à la composante Santé Animale sont comme suit:

		Période précédente			Transactions de la période			Cumulatif		
		BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL
Superviseurs et agents d'épidémiosurveillance	\$	316,966	-	316,966	237,848	-	237,848	554,814	-	554,814
Achat de vaccins PPC		71,600	266,000	337,600	102,260	-	102,260	173,860	266,000	439,860
Frais de déplacements, hébergement et restauration		305,732	13,551	319,283	74,936	-	74,936	380,668	13,551	394,219
Campagne de vaccination Teschen PPC		37,643	-	37,643	188,497	-	188,497	226,140	-	226,140
Formation technique de prélèvements		123,686	-	123,686	-	-	-	123,686	-	123,686
Recyclages des agents vétérinaires		97,458	-	97,458	216	-	216	97,674	-	97,674
Boucles et pinces pour animaux		82,888	1,597	84,485	-	-	-	82,888	1,597	84,485
Formation courte de base en épidémiologie		57,959	-	57,959	-	-	-	57,959	-	57,959
Seringues et aiguilles		49,828	-	49,828	4,713	-	4,713	54,541	-	54,541
Chambre froide		48,356	-	48,356	2,230	-	2,230	50,586	-	50,586
Entretien et réparations - chambre froide		32,709	-	32,709	849	-	849	33,558	-	33,558
Réunions et rencontres		17,772	-	17,772	-	-	-	17,772	-	17,772
Téléphone pour épidémiosurveillance		14,957	-	14,957	-	-	-	14,957	-	14,957
Matériel didactique		9,351	-	9,351	448	-	448	9,799	-	9,799
Stagiaire DSA		3,201	-	3,201	-	-	-	3,201	-	3,201
Publicité		-	1,638	1,638	-	-	-	-	1,638	1,638
Échantillons animaux collectés et transmis au LVQAT		740	-	740	651	-	651	1,391	-	1,391
Total	\$	1,270,846	282,786	1,553,632	612,648	-	612,648	1,883,494	282,786	2,166,280

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)

Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti

Notes aux états financiers

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)

(9) LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE ET DE CONTRÔLE DE QUALITÉ DES ALIMENTS DE TAMARINIER (LVCQAT)

Les dépenses relatives à la composante LVCQAT sont comme suit:

		Période précédente			Transactions de la période			Cumulatif		
		BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL
Formation - réseau GSP	\$	96,280	-	96,280	-	-	-	96,280	-	96,280
Études de travaux		18,119	-	18,119	8,470	-	8,470	26,589	-	26,589
Achat de matériels		-	-	-	6,837	-	6,837	6,837	-	6,837
Frais de consultation pour élaboration de procédures		-	-	-	5,255	-	5,255	5,255	-	5,255
Total	\$	114,399	-	114,399	20,562	-	20,562	134,961	-	134,961

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Notes aux états financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(10) ADMINISTRATION ET SUPERVISION

Les dépenses administratives se présentent comme suit:

	<u>Période précédente</u>			<u>Transactions de la période</u>			<u>Cumulatif</u>		
	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL	BID	GOH	TOTAL
Honoraires de consultants	\$ 567,974	-	567,974	218,485	-	218,485	786,459	-	786,459
Retraite de formation et de sensibilisation des cadres et réunions du comité de pilotage	-	-	-	49,557	-	49,557	49,557	-	49,557
Frais de déplacement	17,460	-	17,460	21,660	-	21,660	39,120	-	39,120
Équipements et matériels	11,596	-	11,596	6,684	-	6,684	18,280	-	18,280
Système comptable et logiciels informatiques	16,252	-	16,252	-	-	-	16,252	-	16,252
Frais de voyage et de communications	11,081	-	11,081	2,828	-	2,828	13,909	-	13,909
Entretien et réparations	12,640	-	12,640	586	-	586	13,226	-	13,226
Fournitures de bureau	7,029	-	7,029	1,312	-	1,312	8,341	-	8,341
Mobiliers et équipements	4,976	-	4,976	-	-	-	4,976	-	4,976
Autres dépenses	13,640	-	13,640	7,353	-	7,353	20,993	-	20,993
Total	\$ 662,648	-	662,648	308,465	-	308,465	971,113	-	971,113

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti

État comparatif du Projet avec le LMS - Dépenses

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)

**(11) RAPPROCHEMENT DES DÉCAISSEMENTS FIGURANT À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE ET
DES DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS À L'ÉTAT DES INVESTISSEMENTS CUMULATIFS**

	<u>BID</u>	<u>GOH</u>
Décaissements cumulés selon l'état des flux de trésorerie	\$ 6,009,448	378,346
Dépenses dupliquées dans la requête # 47 non reconnues par le projet (note 4)	4,945	-
Écart à justifier	(530)	-
Avance à justifier (a)	-	(18,318)
Décaissements selon l'état des investissements cumulatifs	\$ <u>6,013,863</u>	<u>360,028</u>

(a) Les décaissements cumulés au début de la période sur les fonds GOH comprennent une avance de US\$ 18,318 effectuée en 2016 à la Direction Départementale de l'Agriculture de l'Ouest dans le cadre des formations réalisées dans plusieurs départements du pays. Ce montant n'a toujours pas été justifié au 30 septembre 2018.

(12) TRAVAUX EN COURS

Au 30 septembre 2019, des avances de démarrage non encore justifiées ont été consenties conformément aux contrats d'exécution des travaux de construction sont comme suit:

Construction de trois centres départementaux de protection sanitaires	\$ 190,918
Travaux de réhabilitation du laboratoire de phytopathologie et virologie	<u>6,640</u>
	\$ <u>197,558</u>

Les garanties bancaires qui garantissaient ces avances sont arrivées à expiration respectivement le 6 mars et le 2 novembre 2019. Nous n'avons pas reçu l'évidence qu'elles ont été renouvelées au moment de l'émission de notre rapport.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

État comparatif du Projet avec le LMS - Dépenses

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(13) RETENUES DE GARANTIES

Les obligations relatives aux retenues de garanties effectuées conformément au contrat avec la firme pour les travaux de réhabilitation du laboratoire de phytopathologie et virologie s'élevaient à \$ 1,704. Les investissements à l'État des Investissements sont présentés nets des retenues de garantie comme à l'état des flux de trésorerie.

La garantie bancaire de bonne exécution en rapport avec ce contrat est arrivée à expiration le 24 janvier 2019 et nous n'avons pas obtenu l'évidence qu'elle ait été renouvelée au moment de l'émission de notre rapport.

(14) ENGAGEMENTS

Les montants non encore décaissés sur les contrats signés au cours de la période sont:

<u>Catégories budgétaires</u>	<u>Montants engagés</u>
	<u>BID</u>
Gestion Institutionnelle	\$ 1,920,290
Protection végétale	33,815
Administration et Supervision	32,068
Santé Animale	<u>12,456</u>
	\$ <u>1,998,629</u>

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

État comparatif LMS - Projet

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

	BUDGET	LMS	Dépenses cumulatives	Différence LMS- Projet
<u>ACTIVITÉ I</u>				
Gestion Institutionnelle	\$ 5,986,951	1,319,650	1,746,289	(426,639)
Protection Végétale	2,081,337	746,655	1,185,018	(438,363)
Santé Animale	2,813,889	1,607,910	1,883,494	(275,584)
Laboratoire Vétérinaire et de Contrôle de Qualité des Aliments de Tamarinier (LVCQAT)	<u>869,100</u>	<u>163,363</u>	<u>134,961</u>	<u>28,402</u>
Total investissements	<u>11,751,277</u>	<u>3,837,578</u>	<u>4,949,762</u>	<u>(1,112,184)</u>
<u>ACTIVITÉ II</u>				
Suivi, Évaluation et Audit	165,239	75,861	88,306	(12,445)
Administration et Supervision	958,469	822,525	971,113	(148,588)
Imprévus	<u>1,125,015</u>	<u>4,682</u>	<u>4,682</u>	<u>-</u>
	<u>2,248,723</u>	<u>903,068</u>	<u>1,064,101</u>	<u>(161,033)</u>
TOTAL	\$ 14,000,000	4,740,646	6,013,863	(1,273,217)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)

Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA

Fonds de contrepartie de la République d'Haïti

ÉTAT COMPARATIF DU PROGRAMME AVEC LE LMS - DÉPENSES

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars US)

EXPLICATION SUR LA DIFFÉRENCE LMS - PROGRAMME - BID

		Période courante							Période antérieure		
		Dépenses en attente de justification							Dépenses antérieures récusées sur Requêtes no. 17, 26, 27, 28 et 29	TOTAL	Écart de classification à régulariser
	Différence Programme-LMS	Dépenses récusées Requête no. 50	Dépenses non encore enregistrées au LMS au 30/09/19 Requêtes no. 45, 46, 47, 50 et 51	Dépenses non encore vérifiées par la BID au 30/09/19 Requête no. 52	Sous-total des dépenses en attente de justification (a) (note 3)	Dépenses récusées au cours de la période Requêtes nos. 38A, 41, 42, et 43 (note 3)	Montant à justifier	Sous-total des dépenses de la période			
ACTIVITÉ I											
Gestion Institutionnelle	\$ (426,639)	-	370,435	16,330	386,765	-	-	386,765	39,209	425,974	(665)
Protection végétale	(438,363)	-	328,813	114,520	443,333	-	-	443,333	4,217	447,550	9,187
Santé animale	(275,584)	-	145,962	96,443	242,405	26,467	-	268,872	6,852	275,724	140
Laboratoire vétérinaire	28,402	-	6,837	-	6,837	-	-	6,837	-	6,837	35,239
	(1,112,184)	-	852,047	227,293	1,079,340	26,467	-	1,105,807	50,278	1,156,085	43,901
ACTIVITÉ II											
Suivi, Evaluation et Audit	(12,445)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(12,445)
Administration et supervision	(148,588)	236	92,626	18,587	111,449	-	-	111,449	2,598	114,047	(34,541)
Imprévus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant débité par la BRH non reconnu par le projet	-	-	-	-	-	2,279	-	2,279	-	2,279	2,279
Montant à justifier	-	-	-	-	-	-	806	806	-	806	806
	(161,033)	236	92,626	18,587	111,449	2,279	806	114,534	2,598	117,132	(43,901)
TOTAL	\$ (1,273,217)	236	944,673	245,880	1,190,789	28,746	806	1,220,341	52,876	1,273,217	-

(a) Parmi les dépenses de US\$ 1,190,789 en attente de justification au 30 septembre 2019, US\$ 944,673 et US\$ 236 ont été respectivement acceptés et récusées par la BID au cours du mois de janvier 2020. La différence de US\$ 245,880 n'avait pas encore fait l'objet de révision par la BID à la date de nos travaux.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Rapport sur le statut du fonds de roulement - BID

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars US)

ITEM	Montant détaillé pour chacune des opérations	
I- SOLDE DANS LE COMPTE BANCAIRE		
Compte Banque Centrale / Dollars No.1110-626-89 (note 5)	\$ 596,526	
Compte Banque Centrale / Gourdes No.1112-692-04 (note 5)	<u>301,904</u>	
	<u>898,430</u>	898,430
II- FONDS DÉJÀ UTILISÉS ATTENDANT JUSTIFICATION		
Requêtes en attente de justification (note 3) et Annexe I		<u>1,190,789</u>
III- TOTAL FONDS DE ROULEMENT ATTENDANT JUSTIFICATION		<u>2,089,219</u>
IV- SOLDE DU FONDS DE ROULEMENT SELON LMS		<u>2,201,008</u>
V- DIFFÉRENCE		<u>111,789</u>
Dépenses récusées sur les requêtes de décaissement nos. 38A, 41, 42, et 43	28,746	
Dépenses antérieures récusées sur les requêtes de décaissement nos. 17, 26, 28 et 2	52,876	
Dépenses dupliquées dans la requête de décaissement no. 47 non reconnues par le projet	(4,945)	
Montants débités par la BRH en 2017 et 2018 non reconnus par le projet	2,120	
Écart à justifier	(806)	
Écart de réévaluation – fin de période (note 2)	<u>33,798</u>	
	\$ <u>111,789</u>	

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE (SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

Rapport sur la Structure de Contrôle Interne

Unité de protection Sanitaire (UPS):

Nous avons effectué l'audit de l'État de Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements Cumulatifs du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytosanitaire (UPS), géré par l'Unité de Protection Sanitaire du MARNDR, dans le cadre du contrat de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA, financé par la Banque Interaméricaine de Développement et le Gouvernement Haïtien, pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019. Nous avons émis notre rapport y relatif le 13 mars 2020.

Notre audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit et aux Directives pour la Préparation des Rapports Financiers et des Audits Externes des Opérations Financées par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes et directives exigent que le travail d'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers.

L'Unité de Protection Sanitaire (UPS) a la responsabilité d'établir et de maintenir une structure de contrôle interne. Dans l'accomplissement de cette responsabilité, des estimations et le jugement de la direction de l'UPS sont nécessaires pour déterminer les bénéfices à atteindre et les coûts relatifs aux procédures et principes de la structure du contrôle interne. Les objectifs d'une structure de contrôle interne sont de pourvoir l'UPS d'une assurance raisonnable, mais non absolue, que les avoirs sont sauvegardés contre toute perte découlant de l'usage ou de disposition non autorisée, et que les transactions sont exécutées tel qu'autorisées et enregistrées correctement afin de permettre la préparation des états financiers conformes à la méthode de comptabilité de caisse modifiée.



À cause des restrictions inhérentes à toute structure de contrôle interne, des erreurs et des irrégularités peuvent néanmoins se produire et n'être pas détectées. De même, la mise en perspective de toute évaluation de la structure sur les périodes futures est sujette au risque que les procédures puissent devenir inadéquates du fait même des changements de conditions ou que l'efficacité de la structure et de l'application des politiques et procédures puissent se détériorer.

Dans la planification et l'exécution de notre audit, nous avons considéré la structure de contrôle interne du Programme afin de déterminer nos procédés d'audit et évaluer le risque de non-contrôle dans le but d'exprimer notre opinion sur les états financiers et non dans le but de fournir une assurance sur la structure de contrôle interne. Par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion à cet effet. Pour les principales procédures et principes importants de la structure de contrôle interne, nous en avons obtenu une compréhension adéquate, et déterminé s'ils ont été mis en application.

Nous avons noté des faits décrits dans les pages suivantes, concernant la structure de contrôle interne de l'UPS et son fonctionnement, que nous avons jugés nécessaire de rapporter. Les situations à rapporter comprennent les faits portés à notre attention concernant les déficiences dans la structure ou la mise en application du contrôle interne qui, selon notre jugement, pourraient potentiellement affecter négativement la capacité de l'entité à enregistrer, traiter, résumer et rapporter des données financières en accord avec les déclarations de l'UPS dans les états financiers.

Une déficience majeure est une situation à rapporter selon laquelle la structure ou la mise en application des éléments du contrôle interne ne réduisent pas à un degré relativement bas le risque que des erreurs ou irrégularités dans les montants, qui pourraient avoir un effet important sur les états financiers à vérifier, peuvent se produire et ne pas être détectées, au cours d'une période donnée, par les employés dans le cours normal de leurs fonctions respectives. Nous croyons que les situations reportées dans les pages suivantes ne constituent pas des déficiences majeures.

Notre considération de la structure de contrôle interne ne révélerait pas nécessairement tous les sujets qui pourraient être des situations à rapporter et, en conséquence, ne révélerait pas toutes les situations à rapporter qui sont aussi considérées comme déficiences majeures telles que définies plus haut.

Ce rapport est destiné à l'usage de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles, et du Développement Rural (MARND) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cette restriction ne vise pas à limiter la distribution de ce rapport dont l'approbation en fait un document public.

Meux-Princ - Cabinet d'Experts - Comptables

Port-au-Prince, le 13 mars 2020

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE
(SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

Rapport sur la Structure de Contrôle Interne

Faiblesses identifiées

1. GESTION DU STOCK DE VACCINS ET CONTRÔLES DES DÉPENSES LIÉES À LA CAMPAGNE DE VACCINATION

Pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019, les décaissements relatifs à la campagne de vaccination s'élèvent à US\$ 290,757 dont US\$ 102,260 pour l'achat des vaccins et US\$ 188,497 pour la logistique opérationnelle de la campagne (**note 8**). Au cours de notre discussion avec la Coordination du Programme nous avons compris que les contrôles clés dans la gestion de la campagne de vaccination sont effectués à partir des points suivants :

- Les missions de mobilisation et de sensibilisation effectuées par les cadres de la Direction de la Santé Animale (DSA) dans les dix départements géographiques du pays. Un rapport est rédigé à la fin de chaque mission et nous avons obtenu l'évidence de l'existence de ces rapports.
- Les feuilles de payroll des agents vaccinateurs avec leurs noms, prénoms, NIF/CIN et signatures tel que recommandé par la BID dans la non objection au plan opérationnel et au budget de la campagne de vaccination.
- Les rapports préparés par les coordonnateurs départementaux sur le déroulement de la campagne de vaccination par département.
- Les visites surprises de terrain des cadres de la Coordination du Programme ante et post vaccination sur le suivi et l'évaluation de la campagne au cours desquels des entretiens sont réalisés avec les éleveurs pour corroborer les informations reportées dans les rapports départementaux et obtenir l'évidence que les porcs vaccinés sont munis de boucles d'oreilles.

Toutefois, nous estimons que la gestion du stock de vaccins ainsi que les contrôles autour des dépenses liées à la campagne de vaccination méritent d'être, renforcés. Au cours de l'audit nous avons noté les anomalies suivantes :

- Le manuel de gestion des stocks du Programme ne prévoit aucun contrôle dans la gestion du stock de vaccins.
- Au cours de notre visite de la chambre froide en date du 3 mars 2020, nous n'avons pas remarqué l'existence d'un registre de stock pour le contrôle des entrées et des sorties de vaccins gardés à la chambre froide. De plus, aucun rapport d'inventaire n'a été retracé pour les quantités de vaccins acheminées dans les départements, des doses données par les brigadiers, des doses gâtées et la quantité restante à la fin de la campagne.
- La liste de distribution des vaccins par départements est préparée au niveau de la Direction de la Santé Animale (DSA) et est acheminée à la chambre froide qui s'assure de la remise des vaccins aux concernés. Les vaccins sont récupérés par les coordonnateurs départementaux pour être acheminés aux coordonnateurs communaux et ultimement aux brigadiers. Nous n'avons pas noté l'évidence de réception des vaccins à aucun niveau de la chaîne de distribution.
- Les rapports de la campagne de vaccination préparés par les coordonnateurs départementaux pour les dix départements géographiques du pays ne sont pas uniformes. Par exemple, le nombre de porcs vaccinés par brigadiers n'est pas reporté dans tous les rapports à l'exception de ceux de la Vallée et du haut de l'Artibonite.

Recommandations

Nous comprenons que la Coordination du Programme a une approche de gestion macro de la campagne de vaccination qui est mesurée en bout de ligne par l'atteinte des résultats fixés au niveau de la planification stratégique, soit la vaccination d'une quantité de porcs contre les maladies de la Peste Porcine Classique (PPC) et du Teschen. Sur la base de ces résultats obtenus nous ne questionnons pas les décaissements de US\$ 290,757 en rapport avec la campagne de vaccination. Toutefois, la vaccination étant un élément clé dans l'atteinte des objectifs du programme, nous recommandons à la Direction les points suivants :

- Insérer une section sur la gestion de stock de vaccins dans le manuel de gestion de stock du programme.
- Instituer un registre de stock au niveau de la chambre froide.
- S'assurer que les listes de distributions des vaccins soient signées à la fois par le donneur et le bénéficiaire à tous les niveaux de la chaîne de distribution.
- S'assurer de l'uniformité des rapports produits par les coordonnateurs départementaux.

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET

Au 30 septembre 2018, la date du dernier décaissement était prévue au 31 octobre 2019 et le taux de réalisation du Programme était de 27% sur les fonds BID. Le Programme, classé «à problème» dans le système Project Monitoring Report de la BID avait fait l'objet d'une restructuration avec de nouvelles dispositions d'exécution et la réduction de certaines activités. Ainsi une extension de deux ans a été accordée par la BID au cours du mois d'août 2019 afin de permettre à la Direction de compléter les activités du Programme avant la date du dernier décaissement qui a été amendée au 31 octobre 2021.

Au cours de l'exercice, nous avons noté des efforts de la part de l'équipe du Programme à la fois sur le plan financier et au niveau de la réalisation des activités et produits en vue de satisfaire les exigences de la banque. Ainsi au 30 septembre 2019, soit deux ans avant la clôture du Programme, le taux de réalisation est de 43% pour les fonds BID avec des investissements totalisant \$US 6,013,863.

Recommandation

La Coordination de concert avec l'équipe d'exécution, devrait continuer à conjuguer leurs efforts en vue de rester en conformité avec les exigences de la BID et favoriser un taux d'absorption budgétaire maximal. L'accent devrait être mis sur les produits critiques en respectant scrupuleusement les délais impartis à l'exécution des activités afin de permettre l'atteinte des objectifs du Programme au plus tard à la date du dernier décaissement.

3. DÉPENSES RÉCUSÉES

La BID effectue des visites régulières d'inspection à la réception des requêtes de décaissement et les dépenses qui ne répondent pas aux critères de documentation sont temporairement récusées. Ces inspections ont donné lieu à des récusations de dépenses pour un total de \$US 28,982 tel que reflété à la **note 3**. Ces dépenses ont été récusées par la BID pour les raisons principales suivantes:

- Absence de rapports de mission pour des dépenses de perdiem et des rapports d'activités supportant les dépenses de sensibilisation effectuées dans le cadre de la campagne de vaccination contre la Peste Porcine Classique (PPC) et la maladie du Teschen;
- Absence de rapports de mission supportant les dépenses de suivi post-vaccination ;
- Documentation incomplète pour les fais de vaccination;
- Dépense non éligible de \$US 236 imputée au compte no. 7568-G-BI-68.

Recommandation

La comptabilité devrait s'assurer que les rapports de mission et d'activités soient systématiquement annexés aux dossiers de paiement pour éviter une récusation temporaire par la BID des dépenses y relatives. L'imputation des dépenses au Programme devraient se faire sur la base de leur éligibilité et de pièces justificatives adéquates et complètes. La dépense non éligible de \$US 236 devra être remboursée à la BID par l'état haïtien. Nous n'avons pas jugé nécessaire de passer un ajustement pour ce montant vu son importance relative. La comptabilité devrait rembourser ce montant à partir du fonds non restreints du Ministère et créditer le compte de dépenses qui a été affecté. Comme indiqué dans le rapport d'inspection de la BID, «ce montant devra être retourné au compte du projet et une copie du dépôt transmise à la Banque».

4. CONTRÔLES COMPTABLES ET FINANCIERS

Les contrôles comptables et financiers méritent d'être renforcés. Nous avons noté les anomalies suivantes.

- La différence entre le LMS de la BID et les livres du programme n'était pas expliquée.
- L'explication de l'ajustement de conversion ne reflétait pas les mouvements effectués sur le compte de banque en gourdes.
- Le rapport sur le statut du fonds de roulement ne nous a pas été communiqué par la comptabilité du Programme.
- Un surplus de \$US 685 se dégage de l'État des Flux de Trésorerie. Il représente un ajustement des décaissements suivant les éléments de flux identifiés en référence aux requêtes de justification pour rapporter au solde de fonds.

Nous avons fait part de ces commentaires à la comptabilité et les corrections nécessaires ont été effectuées.

- Nous avons noté un écart de \$US 3,305 entre le total des décaissements au début de la période selon les états financiers audités au 30 septembre 2018 (\$US 3,729,659) et l'État des Flux de Trésorerie soumis par le client (\$US 3,726,354). L'écart correspondant se reflétait au solde de fonds qui ne conciliait pas avec les éléments de composantes divulgués à la **note 5**.
- L'État des Flux de Trésorerie reflète un surplus non justifié de \$US 685.

- Nous avons noté deux cas où des chèques ont été retournés pour les raisons suivantes :
 - Chèque # 849 de G 46,000 retourné pour signature manquante et remplacé par le chèque # 3090 de G 48,640 datant du 11 décembre 2018 en paiement d'une dépense de perdiem dans le cadre de la supervision de la campagne de vaccination;
 - Chèque # 3171 de G 3,143,066 retourné pour insuffisance de fonds et remplacé par le chèque # 3277 de G 3,143,616 datant du 28 janvier 2019 en paiement de l'avance de démarrage sur le contrat no. MARNDR/SPS/T/CP-01/18.

Recommandations

- Les écarts entre les livres du projet et les états financiers audités doivent être investigués et régularisés.
- Le surplus de \$US 685 doit être justifié par la comptabilité.
- La comptabilité devrait s'assurer de l'intégralité des informations financières avant leur transmission à la firme d'audit.
- Contrairement aux exercices antérieurs, nous avons noté que des efforts ont été consentis par la Direction Financière afin d'éviter que les chèques soient retournés. Toutefois, nous l'encourageons à continuer le renforcement du suivi de la trésorerie du programme en s'assurant que les comptes de banques disposent de provisions suffisantes et les chèques contiennent toutes les signatures obligatoires avant leur émission. Les frais bancaires en rapport avec les chèques retournés ne devraient pas être inclus dans les requêtes de justification soumises à la BID.

5. SUIVI DES AVANCES DE DÉMARRAGE ET RETENUES DE GARANTIE

- Les décaissements effectués en relation aux contrats de travaux et de supervision sont comptabilisés net des retenues de garantie et les avances à justifier par les contractants sont présentées dans des comptes distincts des comptes de dépenses d'investissement. L'UPS ne détient pas un tableau de suivi des garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution et par conséquent il est difficile d'évaluer la valeur réelle des travaux et les contrôles de l'institution sur ces avances et ces retenues.

Les garanties de bonne exécution et d'avance de démarrage doivent être en place avant le décaissement de l'avance de démarrage. La retenue de garantie est remboursée à la fin des travaux et l'avance de démarrage s'amortit suivant le pourcentage établi dans le contrat à chaque paiement de décompte des travaux soumis par la firme.

- Au cours de l'audit, nous avons noté qu'il n'y pas de consistance dans le calcul de la retenue de garantie sur le contrat no. MARNDR/SPS/T/CP-01/18. En effet, pour le décompte no. 1, la retenue a été calculée sur le montant brut, soit avant déduction de l'avance de démarrage, tandis que pour le décompte no. 2, le calcul s'est porté sur le montant net, soit après déduction de l'avance de démarrage.

Recommandation

L'information sur les avances et retenues de garantie devrait être disponible à partir des registres comptables ou de façon parallèle. La comptabilité devrait s'assurer que la méthode de calcul des retenues de garantie soit consistante lors des paiements des décomptes.

6. DÉPASSEMENT BUDGÉTAIRE

Un dépassement budgétaire de \$US 12,644 est retracé au niveau de la composante «Administration et supervision».

Recommandation

La Direction de l'UPS devrait soumettre une requête d'amendement budgétaire à la BID pour régulariser cette situation.

7. CONCILIATION DES LIVRES AVEC LE LMS DE LA BID

- Un écart non expliqué de \$US 530 a été noté entre les investissements cumulés selon l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements (**note 11**). Ce montant enregistré aux investissements n'a pas été retrouvé à l'État des Flux de Trésorerie.
- Un montant de \$US 806 n'a pas pu être justifié dans la conciliation de la différence entre le LMS et les livres du Programme ainsi que dans le rapport sur le statut du fonds de roulement (**annexe I**).
- Certaines dépenses enregistrées au Grand Livre ne sont toujours pas enregistrées par la BID dans les mêmes rubriques budgétaires, ce qui explique les écarts de classification entre les rubriques (**annexe I**). Toutefois, nous avons noté que la BID et la comptabilité de l'UPS ont entamé le processus de régularisation de ces écarts de classification qui a été ralenti par les troubles politiques que le pays a connu au dernier trimestre de l'année 2019.

Recommandations

- Nous recommandons que les écarts de \$US 530, de \$US 806 soient investigués et régularisés.
- La poursuite du processus de régularisation des écarts de classification devrait être envisagée par la BID et la comptabilité de l'UPS afin d'harmoniser définitivement les dépenses reportées au LMS et dans les livres du Programme.

8. DOCUMENTATION DES DÉPENSES

Nous avons constaté que les dépenses du projet ne sont pas toujours convenablement documentées. Les exceptions suivantes ont été notées:

- Le formulaire d'autorisation de voyage n'a pas été approuvé par la Coordinnatrice du Programme pour une dépense de perdiem de G 34,500 (équivalent à \$US 491) enregistrée en date du 4 octobre 2018 au niveau de la composante Santé Animale dans le cadre de la réalisation d'une formation de 33 nouveaux agents vétérinaires à Jacmel du 9 au 12 octobre 2018 (chèque # 2809 - requête no. 37). Toutefois, l'ordonnance de paiement ainsi que la réquisition du chèque ont été approuvées par la Coordinnatrice et nous avons retracé le rapport de formation produit par le bénéficiaire.
- Le bon de réception n'a pas été retracé pour le virement de \$US 6,800 effectué sur le contrat no. MARNDR/SPS/B/CP-12/18 et enregistré en date du 9 avril 2019 (Composante Laboratoire Vétérinaire et de Contrôle de Qualité aliments de Tamarinier LVCQAT) pour l'achat de réactifs pour le fonctionnement du laboratoire (requête no. 46). Toutefois, nous avons noté que l'ordonnance de paiement ainsi que la réquisition du chèque ont été approuvées par la Coordinnatrice et nous avons retracé la facture du fournisseur pour le montant payé.

Recommandations

- La comptabilité devrait s'assurer que toutes les signatures soient obtenues avant tout décaissement tel que prévu dans le formulaire d'autorisation de voyage.
- Des bons de réception ou des fiches de livraison devraient être signés par un membre du personnel de l'UPS comme évidence de réception des matériels achetés.

9. PAIEMENT DES SALAIRES ET DES TAXES

- Les retenues salariales n'ont pas été versées au fisc dans le délai légal:
 - les taxes sur les salaires du personnel du mois de mai 2019 ont été payées à la DGI le 15 juillet 2019, soit 1 mois après le délai légal et ceux du mois de septembre 2019 ont été versées à la DGI le 16 janvier 2020, soit 3 mois après le délai légal.
- Nous avons noté que des retards ont été enregistrés dans le paiement des salaires du personnel affecté au programme :
 - Pour les agents phytosanitaires et les brigadiers, les salaires d'octobre 2018 à décembre 2018 ont été payés en janvier 2019 et ceux des mois de février à septembre 2019 n'ont été versés qu'au cours du mois de septembre 2019 ;
 - Pour les agents vétérinaires et les superviseurs, les arriérés de salaires de juillet 2018 à septembre 2018 ont été payés en octobre 2018, les salaires d'octobre 2018 à avril 2019 ont été payés en mai 2019 et ceux des mois de mai à septembre 2019 n'ont été versés qu'au cours du mois de septembre 2019.

Recommandations

- La Direction doit s'assurer de verser les retenues salariales au fisc dans le délai prescrit par la loi.
- Nous comprenons que la non soumission des rapports d'activités mensuelles est à la base de ces retards. Toutefois, la Direction du programme devrait prendre des mesures pour que ces rapports soient remis à temps par les agents de terrain afin qu'ils reçoivent leur salaire sur une base mensuelle en conformité avec leur contrat.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE
(SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

**Rapport sur l'Examen Intégré des Processus de Passation de Marchés
et des Requêtes de Décaissement Présentées à la Banque**

Unité de Protection Sanitaire (UPS):

Nous avons effectué l'audit de l'État de Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements Cumulatifs du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytosanitaire (UPS) géré par l'Unité de Protection Sanitaire du MARNDR, dans le cadre du contrat de Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA, financé par la Banque Interaméricaine de Développement et les fonds de contrepartie du Gouvernement Haïtien, pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019. Nous avons émis notre rapport y relatif le 13 mars 2020.

Nous avons examiné les requêtes de décaissement et les processus de passation de marchés de biens, engagements de travaux et services de consultation réalisés par l'Exécuteur durant la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019. L'examen que nous avons réalisé consistait à vérifier la pertinence de ces processus et la validité et éligibilité des dépenses présentées dans les pièces justificatives de décaissement pour la période.

Pour la réalisation de cet audit, nous avons procédé à l'examen, sur une base sélective, de la documentation justifiant les processus de sélection et de recrutement de biens, travaux et services, et les montants des requêtes de décaissement présentées et qui font partie de l'État des Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements Cumulatifs durant la période.



À notre avis, à l'exception des points mentionnés aux pages suivantes, les processus de passation de marchés, de recrutement de travaux, biens et services ont été effectués pour les transactions testées conformément aux normes applicables et à la documentation d'appui des dépenses effectuées. Ces dépenses correspondent aux requêtes de décaissement de la période examinée, sont présentées de manière raisonnable et constituent des dépenses valables et éligibles au Programme, et l'UPS s'est conformée à l'examen intégré des processus de passation de marchés et des requêtes de décaissements présentées à la BID.

Ce rapport est destiné à l'usage de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS), du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cette restriction ne vise pas à limiter la distribution de ce rapport dont l'approbation en fait un document public.

Marc Pierre - Cabinet d'Experts - Comptables

Port-au-Prince, le 13 mars 2020

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE
(SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

**Rapport sur l'Examen Intégré des Processus de Passation de Marchés
et des Requêtes de Décaissement Présentées à la Banque**

Faiblesses identifiées

1. CONTRIBUTIONS DU GOH

Nous avons noté qu'aucune contribution n'a été reçue du Gouvernement Haïtien (GOH) au cours de la période. Au 30 septembre 2019, soit plus de 4 ans après le lancement des activités du Programme, les contributions reçues du Gouvernement Haïtien (GOH) s'élèvent à \$US 391,411 équivalent à G 24.5 millions, soit un décaissement de 20% par rapport au budget, alors que le GOH devait contribuer à hauteur de \$US 400,000 par année.

Recommandation

Nous avons compris que la Direction du programme n'est pas optimiste quant à la réception de la contribution du Gouvernement Haïtien. En effet, le financement restant du GOH a été réalloué en couverture de la rubrique «imprévus» afin de s'assurer du financement des activités essentielles du Programme. Nous encourageons la Direction du Programme à multiplier les démarches afin d'obtenir les contributions prévues du Gouvernement.

2. INSCRIPTION DES CONTRATS AU REGISTRE DE PASSATION DE MARCHÉS

Nous avons noté que le contrat no. MARNDR/SPS/T/AOI-01/18 a été inscrit au registre de passation de marchés qui est également le rapport de suivi des contrats pour des montants différents de ceux inscrits aux contrats pour les lots 1 et 2.

Recommandation

L'Unité de passation de marchés devrait s'assurer de la concordance des montants contractuels entre ceux inscrits au registre de passation de marchés et ceux stipulés dans les contrats signés avec les firmes.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
(MARNDR)**

UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)

**PROGRAMME DE MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS
DE PROTECTION ZOO-PHYTOSANITAIRE
(SPS)**

**Financement non Remboursable no. 3260/GR-HA
Fonds de contrepartie de la République d'Haïti**

Suivi des recommandations au Rapport de Vérification Antérieur

Les points suivants mentionnés au rapport de vérification antérieur pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019 n'ont pas été adressés:

1. SYSTÈME COMPTABLE

Les états financiers sont toujours préparés sur des tableurs Excel, et ne sont pas paramétrés sur le système comptable.

2. CONTRÔLE INTERNE

Le poste de Contrôleur Interne n'est toujours pas comblé.

3. ARCHIVAGE DES DOSSIERS

Les documents de passation de marchés ne sont pas toujours gardés dans des classeurs anti-feu.

4. JUSTIFICATION DES AVANCES

Une avance de \$US 18,318 effectuée sur les fonds GOH en 2016 à la Direction Départementale de l'Agriculture de l'Ouest dans le cadre des formations réalisées dans plusieurs départements du pays n'a toujours pas été justifiée au 30 septembre 2019.



5. CONCILIATIONS BANCAIRE

- Nous avons noté que la liste des chèques en circulation au 30 septembre 2019 sur le compte de banque en gourdes comprend des chèques vieux de plus de 12 mois pour un total de G 487,198. Les chèques ne sont pas négociables et devraient être renversés du compte de banque par un crédit à un compte à payer. Aucun suivi n'a été effectué par la Direction Financière en vue d'une éventuelle régularisation de ces chèques.

Murphy - Leve - Cabinet d'Experts-Comptables

Port-au-Prince, le 13 mars 2020



REPUBLIQUE D'HAÏTI

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
MARNDR

MINISTÈRE AGRICULTURE,
RESSOURCES NATURELLES ET
DÉVELOPPEMENT RURAL
MARNDR

COORDINATION DE L'UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)
Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-
Phytophytosanitaire (SPS)

Damien, Rte Nationale # 1, Croix-des-Missions, Haïti / Boîte Postale 1441, ITT 6125

Damien, le 13 mars 2020

MÉROVE-PIERRE – CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES
7, Rue Lechaud, Route Reimbold (Bourdon)
P.O. Box 13270, Delmas
Port-au-Prince, Haïti

Messieurs,

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) à travers la Coordination de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) confirme par la présente avoir compris : (i) que la vérification que vous avez effectuée avait pour but de vous permettre d'exprimer une opinion sur les états financiers des fonds reçus dans le cadre du **Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytophytosanitaire (SPS)**, financé à partir des ressources de la facilité non remboursable de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et du Fonds de contrepartie du Gouvernement Haïtien no. 3260/GR-HA, pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019, et (ii) que les procédés de vérification, y compris les sondages des registres comptables utilisés, ont été limités à ceux que vous avez jugés nécessaires dans les circonstances.

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) à travers la Coordination de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) comprend aussi qu'elle est responsable de la présentation fidèle aux états financiers, des sources et utilisations des fonds du Programme et de sa situation financière, en conformité avec la base de comptabilité de caisse modifiée et les normes internationales de présentation de l'information financière. Le MARNDR est aussi responsable d'établir et de maintenir un système de contrôle interne.

Certaines déclarations de cette lettre sont décrites comme étant restreintes à des éléments importants. Indépendamment de sa valeur, un élément est considéré important s'il implique une omission ou la présentation erronée d'informations comptables qui, selon les circonstances, pourrait, en toute probabilité, modifier ou influencer le jugement d'une personne avisée qui fait foi à ces informations.

Dans le cadre de votre vérification, le MARNDR à travers la Coordination de l'UPS confirme qu'au meilleur de sa connaissance et de croyance, que:

1. Les états financiers mentionnés ci-haut, sont présentés fidèlement, en conformité à la méthode de comptabilité de caisse.
2. Tous ses registres comptables et financiers et ses données connexes ont été mis à votre disposition.
3. Elle a mis à votre disposition tous les registres de correspondance avec la BID, le Gouvernement Haïtien et tout autre tiers et qui constituent un compte-rendu fidèle des décisions qui ont été prises jusqu'à la date de cette lettre.
4. Il n'a pas eu:
 - a) aucun cas de fraude ou autre irrégularité concernant les membres de la Coordination de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) ou des employés ayant un rôle important dans le système de contrôle interne qui ait été constaté et n'a pas été porté à votre connaissance. (Nous reconnaissons que le mot *fraude* désigne les inexactitudes intentionnelles contenues dans les états financiers, y compris l'omission d'un montant ou d'une autre information, ou les inexactitudes résultant d'un vol d'actifs appartenant à l'institution. De plus, nous reconnaissons que fraude désigne aussi les supercheries, par exemple les manipulations, ou la falsification ou modification de comptes ou de pièces comptables, les déclarations trompeuses ou l'omission intentionnelle de faits, d'opérations ou d'autres informations significatives, de même que les applications intentionnellement fautives de principes comptables eu égard à un montant, à un classement, à un mode de présentation ou aux informations à fournir);
 - b) aucun cas de fraude ou autre irrégularité concernant d'autres employés qui pourrait avoir un effet significatif sur les états financiers;
 - c) aucune information, écrite ou orale, relatant des applications erronées de normes comptables dans les états financiers de l'organisation, qui ne vous auraient pas été communiquée;
 - d) aucune déclaration qui vous aurait été communiquée dans le cadre de votre vérification et qui ne soit pas conforme à la réalité et qui pourrait affecter de façon importante les états financiers vérifiés;
 - e) aucune violation ou possible violation de lois ou d'autres règles dont les conséquences devraient être mentionnées dans les notes annexées aux états financiers;

- f) aucune transaction importante qui n'ait pas été correctement enregistrée dans les registres comptables;
 - g) aucun autre élément des soldes de fonds, ou des gains ou pertes éventuels qui exigerait d'être courus ou divulgué aux états financiers;
 - h) aucun fait qui soit intervenu, voire des questions qui aient été constatées depuis le 13 mars 2020, qui nécessiteraient des ajustements ou des ajouts aux états financiers;
 - i) aucune réclamation en cours ou éventuelle qui n'ait pas été portée à votre connaissance, qu'elles aient été ou non discutées avec un conseiller juridique;
 - j) aucune communication dans laquelle un organisme de réglementation ou un organisme gouvernemental aurait signalé que nos méthodes de présentation de l'information financière ne se conforment pas aux exigences ou comportent des lacunes, et qu'elles pourraient par conséquent avoir une incidence importante sur les états financiers.
5. À l'exception des situations reportées au rapport sur la structure de contrôle interne de la Coordination de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS), sur le respect des Clauses Contractuelles, Comptable et Financière et du règlement d'Opérations, sur L'examen Intégré des processus de Passation de Marchés et des Requêtes de décaissements, il n'y a pas eu d'autres situations à reporter dans la structure ou la mise en application du contrôle interne qui, selon notre jugement, pourraient potentiellement affecter négativement la capacité de la Coordination de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) à enregistrer, traiter, résumer et rapporter des données financières en accord avec les déclarations de l'UPS dans les états financiers. Nous n'avons pas également relevé aucune déficience majeure dans la mise en opération de la structure de contrôle interne. Nous comprenons que le terme «déficience majeure» représente une situation à rapporter selon laquelle la structure ou la mise en application des éléments du contrôle interne ne réduisent pas à un degré relativement bas le risque que des erreurs ou irrégularités dans les montants, qui pourraient avoir un effet important sur les états financiers à vérifier, peuvent se produire et ne pas être détectées au cours d'une période donnée par les employés dans le cours normal de leurs fonctions respectives.
6. Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) à travers la Coordination de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) n'a aucun plan ni aucune intention qui pourrait avoir un effet important sur la valeur comptable ou sur le classement des éléments des soldes de fonds.
7. Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) possède des droits de propriété satisfaisants sur tous les matériels et équipements comptabilisés; il n'existe aucun lien légal sur ces éléments et aucun n'a été donné en garantie.

8. Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) à travers la Coordination de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) avait respecté toutes les dispositions des accords contractuels dont l'inobservance pourrait affecter de manière importante les états financiers.
9. Les éléments qui suivent ont été pris en compte dans la préparation des états financiers, le cas échéant :
 - a) Les opérations entre apparentés, y compris les opérations conclues gratuitement et tous les soldes débiteurs ou créditeurs, y compris l'exécution des activités de projet, les ventes, les achats, les prêts ou emprunts, les transferts, les ententes de location et les garanties, conformément aux normes internationales de présentation de l'information financière. Nous reconnaissons que le mot «apparentés» désigne les organismes affiliés à l'institution; les organismes représentant les autorités de tutelle sous laquelle est placée l'institution; les entités composant le Conseil de l'institution et les autorités de nomination, tel que définies et établies au regard de la Loi; les entreprises publiques ou privées dans lesquelles l'institution détient, à son titre ou pour l'État Haïtien, une participation pouvant être comptabilisée à la valeur de consolidation [ou selon la méthode de la consolidation proportionnelle, le cas échéant], les fiducies établies pour le bénéfice des salariés ou d'autres tiers, comme les fiducies de participation au bénéfice qui sont gérées par la direction ou sous son administration fiduciaire, tel que prévu par la Loi; la Coordination de même que leurs proches parents; et toute autre partie avec laquelle l'institution doit traiter si cette partie la contrôle ou exerce sur ses politiques de gestion ou d'exploitation une influence si notable que l'institution peut en être empêchée de se consacrer entièrement à ses propres intérêts. Au meilleur de notre connaissance, aucune opération entre apparenté, autre que les opérations de financement des autorités de tutelle, n'a été effectuée durant la période.
 - b) Les engagements écrits (contrats de travaux, consultants et loyers) ou potentiels en vertu desquels l'institution est actuellement ou pourrait être éventuellement responsable.
 - c) Des liens d'affiliation ou de membre nécessitant une divulgation aux états financiers.
 - d) Les modifications de principes comptables ou de modalités d'application de ces principes, pouvant affecter la présentation d'informations comparables entre les exercices courant et précédent.
10. Nous croyons que la valeur comptable de tous les éléments importants des soldes de fonds pourra être recouvrée.
11. À la date de la présente, nous n'avons noté aucun fait susceptible d'affecter, selon notre jugement, la capacité de l'institution à fonctionner de manière continue.

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR)
à travers la Coordination de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS) vous prie d'agréer, Messieurs,
ses salutations distinguées.

Pour le MARNDR :


Dr. Halm Joseph Corvil
Coordonnateur de l'Unité de Protection Sanitaire (UPS)
M. Djems Pierre
RAF du Programme



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL
MARNDR

MINISTÈRE AGRICULTURE,
RESSOURCES NATURELLES
ET DÉVELOPPEMENT RURAL
MARNDR

COORDINATION DE L'UNITÉ DE PROTECTION SANITAIRE (UPS)
Programme de Modernisation des Services Publics de Protection Zoo-Phytophitaire (SPS)
Damien, Rte Nationale # 1, Croix-des-Missions, Haïti / Boîte Postale 1441, HT 6125

Damien, le 13 mars 2020

MÉROVE-PIERRE – CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES
7, Rue Lechaud, Route Reimbold (Bourdon)
P.O. Box 13270, Delmas
Port-au-Prince, Haïti

Madame Mireille MÉROVE-PIERRE,

La Coordination vous remercie de la soumission du draft de rapport de vérification de l'Etat des Flux de Trésorerie et de l'Etat des Investissements du Programme de Modernisation des Services Publics de Protection zoo-Phytophitaire (SPS) dans le cadre du contrat de financement non remboursable No. 3260/GR-HA dont j'assure la Coordination.

Elle profite pour vous communiquer en pièces jointes les commentaires de la Coordination relatifs aux faiblesses repertoriées et aux recommandations faites.

La Coordination vous prie d'agréer, Madame Mérové-Pierre, l'expression de ses considérations les meilleures.


Dre. Haim JOSEPH CORVIL
Coordonnatrice UPS

PJ: Commentaires de la Coordination

Commentaires de la Direction Financière

1- Travaux en cours & Retenues de garantie

Aux pages 25 et 26, notes 12 et 13, du rapport il est mentionné la Construction du laboratoire de phytopathologie et virologie. Veuillez noter qu'il s'agit de Travaux de Réhabilitation de ce laboratoire consistant à de petits travaux de maçonnerie; d'électricité; le remplacement de climatiseurs; l'application de peinture, ... Par conséquent nous souhaitons que vous portiez la correction nécessaire.

Les garanties bancaires liées à ce contrat ont été renouvelées une première fois mais suite au pays lock et compte tenu des avancements importants des travaux, il a été entendu de les finaliser puis les réceptionner rapidement si tout était correct.

A date d'aujourd'hui, les travaux ont été réceptionnés provisoirement, l'avance de démarrage complètement apurée et les réserves levées. Il ne reste que la retenue de garantie de bonne exécution prélevée à verser à la firme après expiration des 180 jours de délai contractuel.

2- Gestion du stock de vaccins

Aucun commentaire.

Sinon, nous apprécions les recommandations faites et commençons déjà à appliquer certaines d'entre elles lors de l'arrivée d'un nouveau stock au mois de mars 2020

3- Contrôles Comptables et Financiers

Les différences entre le LMS de la BID et les livres du projet viennent des annulations de vieux chèques en circulation alors qu'ils étaient déjà acceptés par le bailleur. Toutefois, Il restait cette différence de 685 à investiguer. Les investigations continuent et nous continuerons à apporter les corrections nécessaires comme vous l'aviez si bien signalé.

4- Suivi des avances de démarrage et retenues de garantie

Les avances sont accordées suivant les clauses contractuelles. Nous n'avons que deux (2) contrats de travaux en exécution au 30 septembre 2019 dont a fait l'objet a fait l'objet de reception provisoire. Nous prenons en compte la recommandation d'établir un tableau de suivi des avances et des prélèvements servant de garantie de bonne exécution sur les contrats de travaux.

5- Documentation des dépenses

Nous pensons que la formulation est incorrecte et pourrait prêter à equivoque. " Les dépenses du projet ne sont pas toujours convenablement documentées" ... Pour une signature omise sur un ordre de mission dont vous mentionnez le processus correct de la chaîne de la justification alors qu'on en a fait au moins une cinquantaine sur l'exercice 2018-2019.

Eu égard au bon de réception, cet achat à été fait en Rép. Dominicaine par virement bancaire et non par chèque. Le cadre qui a récupéré les réactifs en Rép.Dominicaine pour le laboratoire en Rép. Dominicaine ne l'a pas réclammé car il y a eu un back order sur cette transaction.

6- Paiement des salaires et taxes

Cette recommandation a été déjà faite lors des audits antérieurs et prise en compte au cours de cet exercice. Toutefois cette année a été particulière en Haïti avec les troubles politiques dont le fameux "pays lock", les offices du fisc ont souvent fermé leurs portes et mettaient parfois plus de 3 mois avant de donner suite à nos requêtes. Il est à noter de préférence à cet effet une nette amélioration.

7- Chèques retournés

La Banque de la République d'Haïti (BRH) a mis plus temps à un moment donné pour le clearing bancaire pendant le fameux "lock" sans nous avertir, ce qui a favorisé la non disponibilité de fonds sur le compte gourdes pendant une journée. Le second cas concerne un chèque livré par erreur lors d'une retraite.

Nous continuons à veiller à ce que cela ne se reproduise plus.

Nous prenons note des écarts à investiguer et nous nous engageons à y remédier. Un comptable y est déjà affecté.

Pour l'Unité de Protection Sanitaire


Djems PIERRE
RAF/SPS

